

UNE IDYLLE AVEC LA DITABRANDA

Comment le journal Folha de São Paulo a démontré être un colosse aux pieds d'argile et comment elle a elle-même provoqué la plus grande crise de crédibilité de toute son histoire.



Par André Cintra, de l'institut Zequinha Barreto

Source : Blog do IZB, 30/04/2009 – Photo : <http://pedalante.wordpress.com/2009/03/07/ditabranda/>
- texte original : <http://blog.zequinhabarreto.org.br/2009/04/30/de-caso-com-a-ditabranda/>

Traduction : Jean Saint-Dizier pour Autres brésils



Le 24 février 2009, dès qu'il a su que le Mouvement des Sans-Médias (MSM) avait appelé à une manifestation en face du siège la *Folha de S.Paulo*, le représentant commercial Wilson Cunha Júnior, 42 ans, décida d'y participer, à tout prix. Peu lui importait la distance qui le séparait de l'immeuble du journal — quelque chose comme 1000 kilomètres. Wilson habite à Goiânia, où il travaille à son compte. Sans savoir comment arriver au siège de la *Folha*, il est entré en contact avec Eduardo Guimarães, président du MSM, qui a immédiatement tenté de l'en dissuader. “*C'est une folie — tu es tellement loin. Non, ne vient pas*”, supplia Eduardo, au téléphone. “*Bien sûr que je viens. J'en prends l'entière responsabilité*”, répondit Wilson.

Après avoir payé les 128 R\$ (50 Euros) du billet de bus Goiânia–São Paulo, il débute son voyage le vendredi 6 mars à 16h30. Il devait arriver au terminal de la gare routière Tietê, à São Paulo, à 7 heures le jour suivant, mais un incident sur la route a retardé l'arrivée de deux heures. “*Je suis descendu du bus et suis allé tout de suite au guichet. J'ai acheté le billet retour pour 17 heures*”, raconte Wilson, qui a encore payé sans rouspéter, plus de 139 R\$ (54 Euros). “*Tu vois, s'il y avait une manif' tous les mois, j'irais tous les mois à São Paulo. Ça peut être à la Folha ou à la TV Globo. Mon gros problème, il est avec la dictature des médias. Une demi-douzaine de personnes dominant et déterminent tout ce qu'on lit.*” De la gare routière, Wilson est entré dans le métro, a vu défiler huit stations et, à 9h50, un samedi, il a atteint l'avenue Barão de Limeira, où il vit des centaines de manifestants, ainsi que des dizaines d'affiches et de banderoles. “*Ça a été un soulagement. Je n'en ai pas perdu une minute.*”

Ce qui a motivé la petite épopée jusqu'au siège de la *Folha* de ce courageux habitant de l'état de Goiás et d'approximativement 500 autres personnes, fût ce que Wilson qualifie de “*claque dans la figure des gens qui ont vécu la dictature au Brésil*”. Tout a commencé avec l'éditorial “*Les limites de Chávez*”, écrit par Vinicius Mota et publié dans l'édition du 17 février. Aux habituels sarcasmes contre le président vénézuélien, Hugo Chavez, le journal a ajouté un commentaire sur le gouvernement des généraux-présidents brésiliens.

Selon l'éditorial, “*les désormais célèbres 'ditabrandas'*¹ — *cas du Brésil entre 1964 et 1985 — sont nées d'une rupture institutionnelle et ont ensuite préservé ou institué des formes contrôlées de débats politiques et d'accès à la justice*”.

La relativisation du régime est un phénomène propre à la *Folha* depuis les années 2000. Le directeur de la rédaction, Otavio Frias Filho, aussi appelé Otavinho, et l'historien Marco Antônio Villa, de l'Université Fédérale de São Carlos (UFSCar), sont les chefs de file de ce mouvement. “*La dictature militaire fût aussi la cible d'un plan manichéen*”, écrivait Frias Filho en 2003. “*L'image qui est restée est celle d'un népotisme des généraux qui ont supprimé les libertés, ont gouverné contre le peuple, ont tué et torturé ceux qui résistaient.*”

¹ [NdT] Il s'agit d'un jeu de mots, un néologisme que l'on pourrait traduire par « dictature douce » en opposition aux « dictatures dures » (l'Argentine, par exemple). En effet, si l'on décompose le mot en portugais, on obtient : "dita" et "dura" qui signifie "dure". En opposition, on peut donc avoir "dita" et "branda" qui signifie "douce" et donc, dictature douce. ’



C'est la vérité, mais ce n'est pas toute la vérité.” À propos de la fin du régime, le directeur de la *Folha* minimisait en 2004 la pression populaire par le vote, préférant lier le retour à la démocratie à des facteurs non-politiques. “*Il suffit de vérifier la croissance économique des années qui ont précédé la campagne en faveur d'élections directes: -6,3% (1981), -1,3% (1982) et -5,0 (1983)*”. Dans le texte “Echos de 64”, Frias Filho écrit: (...) “*le fiasco de la guérilla a offert une certaine légitimité à la période de la dictature nue et crue, entre 68 et 74*”.

Marco Antonio Villa — qui, sur commande, a écrit une collection conservatrice de livres d'histoire pour l'institut Teotônio Vilela, du PSDB — incarne cet esprit, surtout lorsque le thème est l'indemnisation des ex-prisonniers politiques persécutés. Dans la *Folha*, il a l'habitude d'entrer en scène quand il s'agit de délégitimer la résistance armée au régime militaire. “*Dans les dernières années, s'est consolidée une version de l'histoire selon laquelle les guérilleros ont combattu la dictature pour défendre la liberté. (...) Il est urgent de s'attaquer à cette supercherie*”, écrivait-il, le 23 mai 2008, quand le thème des indemnisations aux victimes des tortures et des persécutions politiques était à l'ordre du jour. Villa cite l' “*espace démocratique*” des gouvernements Castello Branco et Costa e Silva: “*Il suffit de voir la grande activité culturelle de 1964-1968*”. Pour l'historien, “*il est fondamental de, non seulement revoir les indemnisations déjà approuvées, mais aussi d'établir des critères rigoureux pour les futurs procès*”. Ce n'est pas pour rien que la *Folha* a eu recours à Villa pour la défendre lors de l'épisode de la “ditabrandá”.

Bien que le groupe *Folha*, acquis par la famille Frias en 1962, ait tissé des liens historiques non-dissimulables avec la dictature, il est probable que le néologisme ait été publié par inadvertance. Différent de son père, Octavio Frias de Oliveira — pour qui il était si important de lire, de surveiller, de corriger et d'approuver tous les éditoriaux du journal —,

Frias Filho a des obsessions d'un autre ordre, comme le contrôle statistique des erreurs commises dans chaque édition du journal. “*Beaucoup de gens, ici, ont pensé qu'Otavinho ne s'était pas donné la peine de se faire une opinion sur le texte de Vinicius*”, raconte un reporter de la *Folha* qui ne s'est pas identifié pour éviter les représailles. “*Comme le thème était Chávez, et que la Folha a une position très claire et évidente à son propos, le risque de provoquer une quelconque polémique semblait complètement nul*.”

Et voilà qu'à peine le premier faux pas effectué, trois jours auront suffi au journal pour commettre le deuxième. Le 20 Février, vendredi saint, lors de la publication, dans le courrier des lecteurs, des premières critiques venant du milieu académique — du juriste Fábio Konder Comparato et de l'historienne Maria Victoria Benevides, tous les deux membres de l'USP (Université de São Paulo) —, la *Folha* s'est laissée aller. Une “note de la Rédaction” qualifiait l'indignation de ces intellectuels de “*clairement cynique et mensongère*”, puisque — selon ce journal mal-informé — les professeurs sont “*des personnages publics qui, jusqu'à aujourd'hui, n'ont jamais désavoué les dictatures de gauche, comme, par exemple, celle actuellement en cours à Cuba*”. En réalité, Konder comme Benevides, ont déjà critiqué



publiquement le régime cubain, le juriste ayant déjà exprimé ses critiques dans ces mêmes colonnes du “Courrier des lecteurs”.

De l'abominable relativisation de l'histoire, le journal au plus grand nombre de lecteurs payant du Brésil, est passé à la vitesse supérieure; une agression des lecteurs, typique de la presse pamphlétaire du XIX^e siècle. Frias Filho a agi comme s'il avait besoin d'un certificat idéologique pour se réclamer du journalisme “critique, démocratique et politiquement neutre” de la *Folha*. Sa grossière réponse à deux intellectuels de renom met en péril l'image pluraliste d'une publication qui exhibe, soi-disant sans peur, ses principes et son approche de la société et spécialement de ses lecteurs. Il s'agit là d'une marque de fabrique que la *Folha* a construit au début des années 80, quand elle a commencé à divulguer son manuel de style et ses projets éditoriaux successifs. Elle l'a consolidée avec la campagne publicitaire où le journal se présentait comme un organe de presse courageux et indépendant – “*en lien avec le lecteur*”, autrement dit, libre de tous intérêts politiques, économiques ou idéologiques. Dans l'appréciation du sociologue Rudá Ricci, il y a une composante psychologique dans la réponse – clairement disproportionnée – de Frias Filho aux critiques que l'éditorial de la “ditabranda” a reçu. “*Quand il est réprimandé par des intellectuels du poids d'un Comparato ou d'une Benevides, il perd son sang-froid et se montre perturbé, comme s'il avait été censuré dans sa jeunesse et dans son immaturité intellectuelle*”, estime Ricci. “*Ainsi, il est en train de perdre son statut de kaiser de la presse nationale*”.

La révolte contre le journal de la famille Frias, discrète au début, s'est intensifiée pendant et tout de suite après le carnaval. Le manifeste “Réprobation et Solidarité” — une pétition électronique qui condamnait “le délit sémantique” du terme “ditabranda” ainsi que l'agression sans précédent de la *Folha* — a été lancé sur internet le 21 février. Selon Caio Navarro de Toledo, professeur à l'Unicamp (Université de Campinas), qui fut l'un des concepteurs du manifeste, l'initiative de faire une pétition on-line a ouvert un espace ayant pour but de rendre public les protestations qui affluaient en grande quantité. “*Beaucoup de collègues m'ont fait parvenir les lettres envoyées à la Folha, qui ne furent pas publiées*”, dit-il. “*En lançant le manifeste, on a ouvert un espace à toutes ces voix critiques qui ne voulaient pas avaler le mensonge de la ‘ditabranda’*”.

La pétition “Réprobation et Solidarité” a eu une grande répercussion sur le web, véhiculée par des sites progressistes et des blogs alternatifs. Ces pages, sur internet, ont diffusé l'appel à la manifestation du “Movimento dos Sem-Mídia” (Mouvement des Sans-Médias) devant l'immeuble de la *Folha*. Les tentatives de minimiser les dégâts, de la part du journal, restèrent infructueuses. Elles furent mises en œuvre par le rédacteur, Fernando Barros e Silva, par l'ombudsman Carlos Eduardo Lins e Silva ainsi que par le chroniqueur Marcelo Coelho. Quelques jours avant la manifestation du MSM, le journaliste Leonardo Sakamoto a révélé sur son blog que la *Folha*, au cours des jours qui ont suivi la querelle, avait perdu 2 milles abonnés, ce qui démontrait des impacts non seulement sur l'image et la crédibilité du journal — mais aussi sur les abonnements. Le 5 mars, à deux jours de la manifestation des Sans-Médias devant la *Folha*, l'historien Marco Antonio Villa est réapparu dans le journal



avec un article “Dictature à la brésilienne”, pour soutenir que le pays n'avait subi de réelle dictature qu'entre 1969 et 1979 — le temps que dura le AI-5. *“Cela ne peut être que ‘la démocratie’ des historiens à la brésilienne”*, répondit, trois jours plus tard, dans la propre *Folha*, le chroniqueur Janio de Freitas. *“Les historiens à la brésilienne ne savent pas que les dictatures durent le temps qui leur est absolument nécessaire, et aussi longtemps qu'ils peuvent tenir.”* Villa a senti le venir le coup, et, coincé, s'est rétracté dans le “*Courrier des lecteurs*”: *“À aucun moment (...) je n'ai défendu la dictature militaire.”*

À cet instant-là, le manifeste “Réprobation et Solidarité” comptait déjà plus de 8 mille signataires, depuis les femmes au foyer jusqu'aux célébrités telle que le sociologue Antonio Candido, l'architecte Oscar Niemeyer et le chanteur Chico Buarque. Le 8 mars, Frias Filho est revenu en arrière et a admis que le terme “ditabranda” était une erreur, puisqu'il *“véhiculait une connotation frivole qui ne se prêtait pas à la gravité du sujet”*. Mais il a continué à fustiger Fábio Comparato et Maria Benevides, les traitant, cette fois, de *“démocrates de façade”*. Le samedi suivant, le 14, les deux enseignants ont obtenu un droit de réponse dans le journal. *“Mettre plus de deux semaines à reconnaître une bêtise éditoriale (la classification du régime militaire brésilien comme ‘dictature douce’), en imputant la responsabilité de l'épisode au contenu de nos critiques ne semble pas compatible avec l'éthique du journalisme”*, écrivirent-ils. La *Folha*, a néanmoins maintenu sa position agressive. *“On pouvait imaginer que le chapitre était clos, mais les professeurs Comparato et Benevides sont bien décidés à en extraire le maximum de rendement possible”*, commenta le journal.

Les 500 personnes qui ont participé à la manifestation contre la “ditabranda”, aux portes de la *Folha*, ont démontré que, dans cette bataille, le vainqueur était la société. Un *post* publié par Flavia Brites, sur le blog *Nas Retinas* (Dans les rétines), relate un calcul expressif : 100 blogs parlant du thème “ditabranda” comptabilisaient, tout au long de la manifestation, plus de 60 milles visites. Avec la couverture de la manifestation, le site *Vi o Mundo*, (J'ai vu le monde) du journaliste Luiz Carlos Azenha, a enregistré ses meilleurs indices d'audience. *“Je me risque à dire que c'est la première manifestation politique convoquée par internet qui aura des conséquences pratiques sur l'activisme digital”*, écrivit Azenha. Ce fut une protestation sans brochures ni invitations écrites, qui a bénéficié de l'appui spontané d'entités des droits de l'homme et d'ex-prisonniers politiques, de mouvements organisés, de partis politiques, de journalistes indépendants, de sites, de blogs et de beaucoup d'autres personnes. À sa manière, chacun d'eux a démontré la fragilité de ce colosse aux pieds d'argile. En effet, plutôt que des façades vitrées, ce dont la *Folha de S.Paulo* a fait la preuve, c'est d'avoir un toit en verre.